

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves TCHAD : LE "PIÈGE" D'EMMANUEL MACRON

En soutenant la transition militaire au Tchad au nom de la sécurité du Sahel, le président français Emmanuel Macron se retrouve prisonnier d'enjeux de pouvoir à N'Djamena et d'un vieux parfum de "Françafrique" dont il entendait se départir. "La France rentre dans une période difficile parce qu'elle va devoir justifier une position qui est assez injustifiable", estime Roland Marchal, chercheur au Ceri de Sciences Po Paris.

ESPAGNE : LE GOUVERNEMENT DEMANDE DES COMPTES AU BURKI- NA

Madrid a demandé hier au Burkina Faso d'enquêter afin d'éclaircir les circonstances de l'assassinat dans ce pays d'Afrique de l'ouest de deux journalistes espagnols, dont les corps doivent être rapatriés en Espagne aujourd'hui. "Nous avons aussi demandé aux autorités du Burkina Faso qu'elles enquêtent, qu'elles éclaircissent les faits, qu'elles identifient les responsables pour qu'ils puissent comparaître devant la justice", a déclaré la ministre des Affaires Etrangères.

NIGER : CRAINTE D'UN NOUVEAU FOYER JIHADISTE

Un troisième foyer jihadiste pourrait naître dans le sud-ouest du Niger, théâtre d'un banditisme violent venu du Nigeria voisin et de tensions communautaires, que pourraient exploiter les groupes jihadistes pour asseoir leur influence dans cette zone, a estimé le centre de réflexion International Crisis Group (ICG). Le Niger fait déjà face à deux fronts jihadistes: proche du Nigeria avec Boko Haram et Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap).

Etats-Unis : Biden face à un congrès divisé !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le président Joe Biden, pour son premier discours devant les Parlementaires, fait déjà face à un Congrès profondément divisé, mettant à dure épreuve ses talents auto-proclamés de négociateur.

Pour le locataire de la maison Blanche, son pays "va de nouveau de l'avant." Et " nous ne pouvons pas nous arrêter là !", a-t-il lancé devant les élus réunis sur la colline du Capitole mercredi soir. Affirmant au passage que " les investissements dans les emplois et les infrastructures comme ceux que nous envisageons ont souvent bénéficié du soutien" des deux partis, républicain et démocrate.

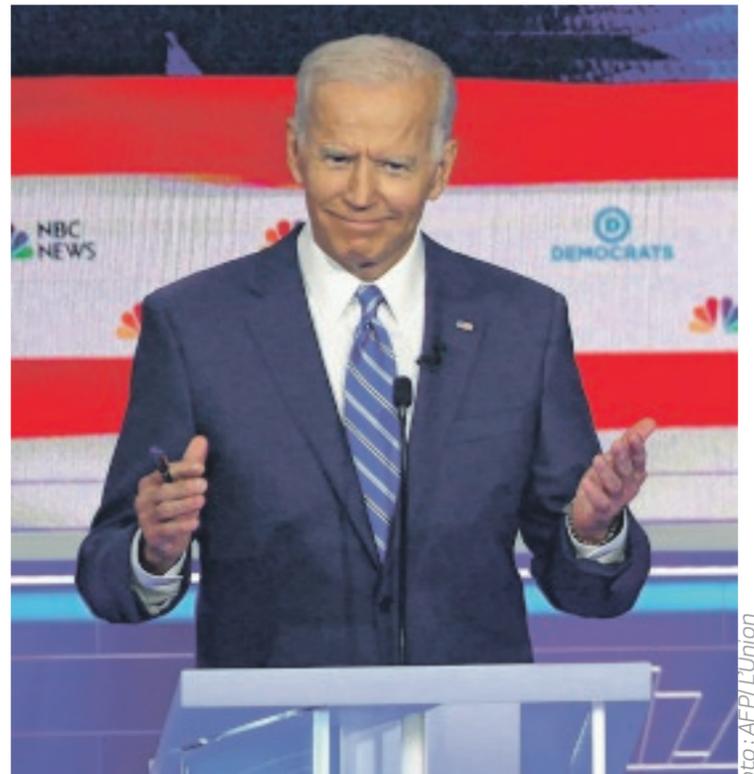
Tandis qu'il a franchi hier le cap symbolique de ses 100 jours au pouvoir, sa vision d'une large coopération entre partis semble toutefois loin, très loin, de la réalité. S'il a réussi à faire adopter rapidement, en mars, un vaste plan de soutien à l'économie américaine, frappée par la pandémie, ses deux autres projets titanesques d'investissements -- "pour les emplois" et "pour les familles américaines"-- de plusieurs milliers de milliards de dollars au total, ne sont encore pas près d'être adoptés au Congrès.

En outre, Joe Biden peut certes compter sur des majorités à la Chambre des représentants et au Sénat. Mais elles sont si étroites, surtout à la chambre haute, qu'il ne peut se permettre quasiment aucune défection. Pour ces deux plans, les démocrates pourraient s'appuyer sur une règle qui leur permet de contourner, exceptionnellement, un obstacle de poids au Sénat : l'obligation de trouver 60 voix, sur 100, pour autoriser un vote final.

Avec 50 sénateurs tout juste, les démocrates n'auraient alors plus besoin que d'une majorité simple. Or la vice-présidente Kamala Harris dispose d'une voix pour départager le vote en leur faveur (51-50). Même

dans ce scénario, le président "ne dispose tout simplement d'aucune marge d'erreur", souligne Kyle Kondik, expert en sciences politiques de l'université de Virginie.

"A moins que Biden puisse d'une façon ou d'une autre rallier des soutiens républicains. Mais cela impliquerait qu'il accepte" des mesures bien moins ambitieuses que celles qu'il a présentées. Or un tel ajustement risquerait, en retour, de lui faire perdre les votes de démocrates, depuis les progressistes comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez jusqu'aux sénateurs centristes Joe Manchin et Kyrsten Sinema. "Les partis ne sont tout simplement pas en phase sur ces propositions", conclut Kyle Kondik.



La politique à gauche de Joe Biden inquiète les élus républicains au Congrès.

Photo:AFP/L'Union

L'ombre de Bernie Sanders



Bernie Sanders que les républicains accusent d'être à la manœuvre.

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Chez les parlementaires républicains, la grogne monte face à un président qui, selon eux, a oublié ses origines modérées pour se ranger derrière les "radicaux"

à gauche. "Il faut qu'il arrête d'écouter les Sandernistas", a déclaré le sénateur républicain Chuck Grassley, en jouant sur le nom de Bernie Sanders. "Il faut qu'il devienne un président Biden sur le modèle du sénateur Biden", a poursuivi le conservateur, en soulignant qu'à l'époque,

il pouvait travailler avec lui. "Les Américains ont élu un Sénat à 50-50, une courte majorité à la Chambre, et un président qui prêchait la modération (...) Mais les 100 premiers jours laissent beaucoup à désirer", avait dénoncé le chef des sénateurs républicains Mitch McConnell. Pour Jenna Bednar, professeure de sciences politiques à l'université du Michigan Joe Biden doit surtout convaincre ses opposants, et les démocrates centristes qui pourraient hésiter à adopter ses plans colossaux, que "ses projets sont très populaires avec leurs électeurs".

A noter que l'élu démocrate de la Chambre des représentants, Eric Swalwell se montrait confiant. "Il est déjà parvenu" à faire adopter le plan de relance et ses deux nouveaux grands projets -- aide aux familles, à l'éducation et plan d'infrastructures-- sont "populaires auprès des Américains", a-t-il indiqué. "Est-ce que les républicains, ici, vont se ranger derrière les positions des républicains à travers le pays?", a-t-il pesté.

Photo:AFP